

dans le Canada francophone, a été le changement le plus marquant survenu dans le domaine de l'enseignement au Canada ces dernières années. Ces deux programmes, qui sont les changements les plus notables dans l'enseignement canadien depuis 25 ans, sont dus à l'initiative fédérale, aux crédits fédéraux. Puisque le gouvernement fédéral a pu réussir cela, il pourrait lancer une politique nationale de la jeunesse qui redonnerait du travail aux jeunes Canadiens.

Nous avons des exemples de programmes qui se sont révélés efficaces, certains plus que d'autres. Et comment savoir lesquels vont donner des résultats si ce n'est en les essayant? Nous avons des programmes fédéraux comme Perspectives Jeunesse, les programmes d'améliorations locales, Canada au Travail et Été-Canada. Chacun d'eux a fait voir à une petite échelle ce qu'on peut faire avec de la volonté.

Quand je parle d'instaurer une politique nationale pour la jeunesse je ne veux pas parler d'une pléthore de projets comme ceux qui, jusqu'ici, ont surtout aidé les jeunes des classes moyennes et privilégiées. Ce genre de politique s'impose d'urgence, car les jeunes n'occupent plus la même place dans la société. L'opinion publique reconnaît généralement que les principales institutions pour la jeunesse, les écoles, n'ont pas vraiment réussi à répondre aux besoins des jeunes.

Je faisais partie du groupe d'étude parlementaire sur l'emploi dans les années 80. Nous avons voyagé d'un bout à l'autre du pays. Au cours de nos audiences, nous avons entendu des employeurs, des associations de bienfaisance, des représentants des syndicats et des éducateurs. Ils nous ont dit que les jeunes qui sortaient de nos écoles n'avaient pas été préparés pour occuper les emplois d'aujourd'hui ou de demain. Dans une large mesure, leur formation a été conçue sans tenir compte de la réalité, dans les bureaux des ministères de l'éducation provinciaux ou des commissions scolaires. On n'a pratiquement pas consulté les employeurs, les syndicats et les enseignants. Je parle bien des professeurs qui enseignent aux élèves. Ceux-ci sont d'ailleurs les derniers à qui on demande ce dont ils ont besoin et ce qu'il faut leur offrir.

Il est absolument nécessaire de décentraliser les initiatives, de repenser le système d'éducation et de consulter les intéressés. Nous devons amener les jeunes à nous aider non seulement à déceler les problèmes, mais également à trouver des solutions. Nous savons par expérience que les jeunes peuvent manifester un esprit innovateur. Il faut qu'ils nous aident à concevoir des programmes efficaces afin d'obtenir les emplois qu'ils désirent et dont ils auront besoin au cours des années à venir.

Comment appliquer une politique nationale pour la jeunesse? Je ne veux pas parler d'une politique conçue par Ottawa, par le ministère de l'Emploi ou un autre ministère. Je veux parler d'une politique établie avec la collaboration des pouvoirs publics, des syndicats, du patronat, des éducateurs et des jeunes. Si nous voulons adopter une politique nationale de la jeunesse, et il nous en faut une, commençons par organiser une conférence nationale qui réunira des représentants non seulement des autorités fédérales, provinciales et municipales, mais également des jeunes, des syndicats, du patronat et des enseignants qui feront le bilan de la situation. Il faut favoriser la participation locale et la décentralisation au lieu de laisser les mandarins d'Ottawa prendre seuls toutes les décisions.

### *Le budget—M. Orlikow*

Il faut aussi favoriser les projets pilotes. J'ai parlé tout à l'heure des programmes que nous avons eus par le passé et notamment de Perspectives Jeunesse et du Programme d'initiatives locales. La plupart d'entre eux ont donné d'excellents résultats même s'il y a eu quelques échecs. A ma connaissance, on n'a jamais effectué d'étude des projets qui ont été financés afin de voir quels sont ceux qui ont échoué, ceux qui ont marché et si ces derniers ne peuvent pas être répétés.

Le Manitoba a été la première province à instaurer un programme de formation d'enseignants autochtones du temps où M. Schreyer, le gouverneur général, était premier ministre. Cela a été une réussite totale. Les autres provinces n'ont obtenu aucun renseignement sur ce qui s'était fait au Manitoba. Elles n'ont pas envoyé de représentant dans cette province pour étudier la possibilité de créer des programmes du même genre. Nous avons besoin d'une série de projets pilotes financés par les pouvoirs publics qui permettront aux jeunes de voir quels sont les problèmes à résoudre et de chercher des solutions. Nous pourrions ainsi voir ce que les jeunes sont capables de faire et le public comprendrait mieux quels sont les programmes indispensables.

Nous avons besoin de centres de ressources. Ces centres aideraient à recueillir et à communiquer des renseignements sur les projets, à les évaluer, à recommander les changements législatifs et politiques qui se révéleraient nécessaires. Notre programme pour la jeunesse doit être pluraliste et décentralisé. Il n'est pas nécessaire d'être expert en la matière pour savoir qu'il existe des problèmes considérables dont on ne s'occupe pas et que nous pourrions confier aux jeunes. Cela permettrait non seulement de leur fournir des emplois, mais également de résoudre certains problèmes graves pour lesquels on ne fait rien.

Si vous le permettez, je voudrais vous citer un ou deux exemples. Des études très importantes ont été faites ces dernières années. Elles attribuent à l'inaction et à l'insuffisance des ressources du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux la situation extrêmement périlleuse où se trouve l'industrie forestière, l'une de nos principales sources d'emplois et de change étranger. A moins que des mesures ne soient prises immédiatement, dans vingt-cinq ans d'ici, il y aura probablement de 50,000 à 60,000 travailleurs de moins dans cette industrie. Il nous faut un programme majeur de reboisement. Ce n'est pas là un rêve utopique. Franklin Delano Roosevelt en a réalisé un aux États-Unis dans les années 30, en pleine dépression. S'il a pu le réaliser à ce moment-là, nous sommes sûrement capables d'en faire autant au Canada dans les années 80.

Il nous faut assainir l'environnement. Celui-ci subit chaque jour toutes les dégradations possibles. L'eau, l'air et le sol sont détruits. Il est facile pour le ministre de l'Environnement (M. Caccia) d'aller réclamer aux États-Unis des mesures contre les pluies acides. Nous avons Sudbury, Thompson et Flin Flon. Je suis sûr qu'il y a des milliers d'autres exemples où l'industrie canadienne est la cause de problèmes majeurs et l'un des principaux facteurs dans la destruction de nos lacs, de notre sol et de notre atmosphère. N'est-ce pas la meilleure façon de nous attaquer à ce problème que de mettre nos jeunes à l'œuvre?